



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **- 3 SEP. 2024**

**portant mise en demeure à la société Holcim Haut-Rhin de se mettre en conformité
avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019
pour l'exploitation de sa carrière située à Altkirch (68)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8-I et L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une carrière de roche calcaire et de marne située chemin des Carrières, 68130 Altkirch, par la société Holcim Haut-Rhin ;

VU le rapport du 22 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, relevant les constats effectués lors de la visite d'inspection du 4 juin 2024 ;

VU la lettre du 13 août 2024 de la société Holcim Haut-Rhin ;

Considérant que l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé dispose qu'un suivi de l'évolution de la composition floristique des milieux prairiaux face au solidage du Canada est réalisé et que ce suivi est formalisé dans un rapport de suivi écologique ; qu'il a été constaté qu'aucun élément n'est présenté en ce sens dans le rapport de suivi écologique de l'année 2023 ;

Considérant que par lettre du 13 août 2024 susvisée, la société a sollicité le retrait de la mise en demeure au motif qu'un inventaire écologique a été réalisé par un autre prestataire que celui en charge du suivi régulier au cours de l'année 2023-2024 dans le cadre d'un projet de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière et que celui-ci n'était pas disponible au moment de la visite ; qu'aucun élément répondant à la prescription précitée n'a été communiqué par la société Holcim Haut-Rhin et que dans ces conditions cette dernière n'a pas justifié de la conformité à la prescription ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation

des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Holcim Haut-Rhin, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 14-16 boulevard Garibaldi, 92130 Issy-les-Moulineaux, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées à l'article suivant, dans le délai indiqué, pour l'exploitation de sa carrière située à Altkirch.

Article 2 :

Évolution de la composition floristique

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :

« -2- Suivre l'évolution de la composition floristique des milieux prairiaux face au solidage du Canada (espèce invasive à faucher régulièrement),... Ce suivi prendra la forme de deux visites par an (en mai et août) par un bureau spécialisé à compter de 2019. Émission et remise d'un rapport de suivi annuel. »

Article 3 :

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **- 3 SEP. 2024**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.